

Le Parti social-démocrate est arrivé largement en tête des élections parlementaires en Roumanie

Corinne Deloy

Résultats

Le Parti social-démocrate (PSD), dirigé par Liviu Dragnea, est arrivé largement en tête des élections parlementaires qui se sont déroulées le 11 décembre en Roumanie. Le PSD a recueilli 45,47% des suffrages à la Chambre des députés et 45,67% au Sénat. Le Parti libéral national (PNL), qui s'était fixé comme objectif de conquérir un quart des sièges de la Chambre des députés, y a obtenu 20,04% des voix et 20,41% au Sénat. Sa présidente, Alina Gorghiu, pourrait démissionner de ses fonctions. Durant la campagne électorale, elle s'était engagée à quitter la tête de son parti si celui-ci ne devait pas faire partie de la future majorité parlementaire. « *Le Parti libéral national a réalisé une contreperformance à Bucarest et dans ses fiefs de la partie occidentale du pays, perdant beaucoup de son électorat urbain et diplômé traditionnel* » a souligné Alex Coita, consultant politique.

L'Union pour le salut de la Roumanie (USR) a pris la 3e place du scrutin avec 8,87% des suffrages à la Chambre des députés et 8,92% au Sénat. Fondée en 2015 par le jeune mathématicien Nicusor Dan, l'USR se veut « ni de droite ni de gauche » et a pour objectif de lutter contre la corruption. L'Union démocratique des Hongrois de Roumanie (UDMR) de Hunor Kelemen a recueilli 6,18% des suffrages à la Chambre des députés et 6,24% au Sénat. L'Alliance des libéraux et des démocrates (ALDE), dirigée par Calin Popescu Tariceanu et Daniel Constantin, a obtenu 5,62%

des voix à la Chambre basse et 6.% à la Chambre haute. Enfin, un 6e parti sera présent au Parlement roumain : le Parti du mouvement populaire (PMP) de l'ancien président de la République (2004-2014) Traian Basescu a recueilli 5,34% des suffrages à la Chambre des députés et 5,65% au Sénat.

La participation a été faible : elle s'est élevée à 39,49%, soit -2,27 points par rapport aux précédentes élections parlementaires du 9 décembre 2012.

Résultats des élections parlementaires du 11 décembre 2016 en Roumanie

Chambre des députés || Participation : 39,49%

Partis politiques	suffrages recueillis (%)	Sièges
Parti social-démocrate (PSD)	45,47	154
Parti libéral national (PNL)	20,04	69
Union pour le salut de la Roumanie (USR)	8,87	30
Union démocratique des Hongrois de Roumanie (UDMR)	6,18	21
Alliance des libéraux et des démocrates (ALDE)	5,62	20
Parti du mouvement populaire (PMP)	5,34	18
Autres (minorités)		17

Source : Bureau central électoral <http://parlamentare2016.bec.ro/>

Résultats des élections parlementaires du 11 décembre 2016 en Roumanie

Sénat || Participation : 39,49%

Partis politiques	suffrages recueillis (%)	sièges
Parti social-démocrate (PSD)	45,67	67
Parti libéral national (PNL)	20,41	30
Union pour le salut de la Roumanie (USR)	8,92	13
Union démocratique des Hongrois de Roumanie (UDMR)	6,24	9
Alliance des libéraux et des démocrates (ALDE)	6	9
Parti du mouvement populaire (PMP)	5,65	8

Source : Bureau central électoral <http://parlamentare2016.bec.ro/>

Un an après la démission du Premier ministre (2012-2015) Victor Ponta, consécutive au dramatique incendie survenu dans la discothèque Colectiv de Bucarest le 30 octobre 2015, qui avait fait au total 64 morts et 150 blessés et dans lequel les autorités avaient été directement mises en cause (plusieurs manquements aux normes de sécurité de la discothèque dus à la corruption ou à la négligence des autorités locales avaient été mis à jour par l'enquête menée par la police), le Parti social-démocrate obtient une victoire historique en revenant au pouvoir.

« Le vote montre une option claire des Roumains. Il n'y a plus aucun doute quant aux gagnants (...) Les Roumains ont voté pour la croissance économique, pour davantage d'argent dans leurs poches, pour des emplois bien rémunérés » a souligné Liviu Dragnea, le dirigeant du PSD, ajoutant « Les Roumains veulent se sentir chez eux dans leur pays et je veux faire de la Roumanie un bon foyer pour l'ensemble des Roumains (...) La Roumanie est un pôle de stabilité dans la région. Tous les acteurs politiques doivent comprendre et respecter le vote ».

Dans un pays où le salaire moyen est de 470 €

par mois, où un habitant sur quatre vit dans la pauvreté (la Roumanie est le 2e Etat membre le plus pauvre de l'Union européenne après la Bulgarie) et où le PIB par habitant atteint seulement 57% de la moyenne européenne, le PSD, qui faisait campagne avec le slogan « Ose croire en la Roumanie » (Indrazneste sa crezi in Romania), a séduit en promettant une hausse des salaires et des pensions de retraite, des baisses d'impôts, de massifs investissements publics (la construction de nouveaux hôpitaux, des transports plus rapides, etc.). « Le PSD dispose d'un électorat stable, notamment dans les campagnes et les petites villes. Aucun autre parti ne s'est adressé à ces personnes qui sont les plus touchées par la pauvreté et le chômage. Cet électorat rural et relativement âgé est traditionnellement plus mobilisé » analyse Barbu Mateescu, sociologue.

Une loi de 2001 interdit à toute personne condamnée par la justice d'occuper des fonctions ministérielles. Cette disposition pourrait empêcher le président du PSD, Liviu Dragnea, condamné au printemps à 2 ans de prison avec sursis pour fraude électorale, de devenir chef du gouvernement.

Le président de la République Klaus Iohannis a par ailleurs indiqué qu'il exclurait de la liste des Premiers ministrables « toute personne ayant des démêlés avec la justice » (même si celles-ci n'ont pas encore été jugées), ce qui aurait pour conséquence d'écarter l'ancien chef de gouvernement Victor Ponta, inculpé de

blanchiment d'argent et d'évasion fiscale.

Les sociaux-démocrates ont indiqué qu'ils ne révéleraient le nom de leur possible Premier ministre qu'après l'investiture du nouveau Parlement, soit le 19 décembre prochain au plus tôt.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.